

COMITÉ : Économique et Financier

QUESTION DE : Discuter l'imposition d'une taxe sur les transactions financières à l'échelle mondiale.

MEMBRE DE L'ÉTAT-MAJOR : Michail Panotopoulos

POSITIONS : Président

Table des matières :

Introduction personnelle	2
Introduction.....	2
Définition des termes clés	3
Aperçu général	5
Pays et organisations concernés	9
Développements récents	13
Implication des Nations Unies	13
Solutions déjà mises en place.....	14
Solutions possibles	15
Bibliographie	16

Introduction personnelle:

Chers délégués et déléguées du Comité Économique et Financier, Je m'appelle Michail Panotopoulos, élève en terminale de la section française du LFHED, et j'ai l'honneur de présider le comité Économique et Financier pour la session LFH MUN 2025.

Ce guide d'étude a été préparé pour vous donner les clés essentielles sur notre troisième sujet de débat : le rôle des paradis fiscaux dans la facilitation de l'évasion fiscale des entreprises. C'est un thème crucial, car l'évasion fiscale représente un véritable défi pour l'économie mondiale.

Je tiens aussi à vous rappeler que, lors de nos échanges et de la rédaction des résolutions, il est important de mettre de côté vos opinions personnelles. Votre mission est de défendre avec rigueur les positions officielles de vos pays, afin de représenter au mieux leurs intérêts.

Je vous invite à parcourir ce guide avec la plus grande attention. Il vous apportera les clés nécessaires pour élaborer des résolutions pertinentes et bien argumentées.

Si vous avez la moindre question ou si certains points vous semblent flous, n'hésitez pas à me contacter. Je suis à votre disposition pour vous accompagner tout au long de votre préparation.

Bonne lecture et bon courage dans vos recherches !

Introduction:

La mondialisation économique a profondément transformé les échanges financiers et commerciaux à l'échelle mondiale. Les entreprises, en particulier les multinationales, ont tiré profit de cette dynamique pour maximiser leurs revenus en exploitant les différences entre les régimes fiscaux nationaux, comme la présence ou absence de paradis fiscaux et une variation du taux d'imposition sur les bénéfices. Cette ouverture des marchés a donc accentué certains déséquilibres, notamment en facilitant l'évasion fiscale. Chaque année, les États perdent des centaines de milliards de dollars à cause de ces pratiques. Selon le rapport de 2020 du *Tax Justice Network*, l'évasion fiscale prive les gouvernements d'environ 427 milliards de dollars par an, un montant qui aurait pu financer des services publics essentiels tels que la santé, l'éducation ou les infrastructures.

Les paradis fiscaux jouent un rôle central dans ce système en proposant des conditions fiscales particulièrement avantageuses : faible voire absence d'imposition, secret bancaire renforcé, et réglementation souple sur les flux financiers. Ces juridictions attirent les multinationales qui y délocalisent artificiellement leurs bénéfices par des mécanismes tels que le *profit shifting* (transfert de bénéfices) ou les *prix de transfert* manipulés. Selon l'OCDE (2021), ces pratiques coûtent entre 100 et 240 milliards de dollars par an en pertes fiscales pour les États.

Les conséquences économiques et sociales de l'évasion fiscale sont profondes. En premier lieu, elles aggravent les inégalités sociales en augmentant la pression fiscale sur les ménages et les petites entreprises, qui ne disposent pas des mêmes moyens pour échapper à l'impôt. Ensuite, elles déstabilisent les économies locales en réduisant les ressources publiques nécessaires au développement et à la cohésion sociale. Enfin, elles favorisent une compétition fiscale entre les États, qui sont tentés d'abaisser leurs propres impôts pour attirer les capitaux étrangers, créant ainsi une "course vers le bas" nuisible à l'intérêt général.

Face à ces défis, la lutte contre l'évasion fiscale et l'encadrement des paradis fiscaux restent des enjeux cruciaux pour garantir une meilleure équité fiscale et assurer la stabilité économique mondiale. Comprendre les mécanismes qui facilitent ces pratiques et évaluer l'efficacité des réponses actuelles est essentiel pour envisager des solutions durables et limiter les dérives du système financier international.

Définitions des termes clés:

- **Paradis fiscal** : Pays ou territoire avec des impôts très faibles ou inexistants, attirant capitaux et entreprises.
- **Évasion fiscale** : Stratégies légales ou illégales utilisées pour réduire ou éviter le paiement des impôts.
- **Les prix de transfert manipulés** : des prix artificiels fixés entre deux entreprises d'un même groupe international, dans le but de diminuer les bénéfices dans les pays à forte fiscalité et de les augmenter dans les pays à faible fiscalité.

- **Transfert de bénéfices (Profit shifting):** Le transfert de bénéfices est une stratégie fiscale utilisée par les multinationales pour déplacer artificiellement leurs profits vers des pays à faible fiscalité, afin de payer moins d'impôts.
- **Multinationales :** Grandes entreprises opérant dans plusieurs pays, souvent visant dans l'optimisation fiscale.
- **Profit shifting** (*transfert de bénéfices*) : Pratique consistant à déplacer artificiellement les profits vers des paradis fiscaux pour payer moins d'impôts.
- **Prix de transfert :** Tarifs fixés entre filiales d'un même groupe pour les échanges internes, parfois manipulés pour minimiser l'impôt.
- **Fiscalité :** Ensemble des lois et règles qui déterminent comment les impôts sont collectés par l'État.
- **Inégalités sociales :** Écarts entre riches et pauvres, accentués par l'évasion fiscale qui prive l'État de ressources.
- **Secret bancaire :** Confidentialité sur les comptes bancaires, souvent utilisée dans les paradis fiscaux pour cacher des fonds.
- **OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) :** Organisation internationale qui lutte contre l'évasion fiscale mondiale.
- **BEPS (*Base Erosion and Profit Shifting*) :** Plan de l'OCDE visant à limiter la réduction des bases fiscales et les transferts abusifs de bénéfices.
- **Course vers le bas :** Compétition entre pays pour offrir les taux d'imposition les plus faibles afin d'attirer les entreprises.
- **Transparence financière :** Obligation pour les entreprises de déclarer leurs flux financiers afin de limiter les fraudes et l'évasion fiscale.
- **Recettes fiscales :** Les revenus que l'État perçoit grâce aux impôts et taxes payés par les citoyens et les entreprises.

- **Fraude fiscale** : Action illégale consistant à dissimuler des revenus ou à falsifier des déclarations pour éviter de payer des impôts.
- **Territoire offshore** : un pays ou un territoire qui offre des avantages fiscaux importants, tels que des impôts très faibles ou inexistants, des réglementations plus souples et une confidentialité renforcée pour les entreprises
- **Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)** : une organisation des Nations unies créée en 1964 qui aide les pays, surtout les pays en développement, à mieux gérer le commerce international, l'investissement et le développement économique. Elle conseille ces pays pour qu'ils puissent bénéficier davantage du commerce mondial et réduire la pauvreté.

Aperçu général:

L'utilisation des pays ou territoires avec des impôts très faibles ou inexistants par les grandes entreprises opérant dans plusieurs pays a un impact significatif sur les économies mondiales, avec des conséquences variées pour différents pays et secteurs :

- Les stratégies légales ou illégales utilisées pour réduire ou éviter le paiement des impôts grâce aux pays ou territoires avec des impôts très faibles ou inexistants privent les États de milliards de dollars de recettes fiscales qui pourraient être utilisées pour financer les infrastructures, l'éducation, la santé publique et d'autres services sociaux.
- Certaines grandes entreprises opérant dans plusieurs pays utilisent ces territoires pour déplacer les profits vers ces pays afin de payer moins d'impôts, détournant ainsi les recettes fiscales des pays où elles génèrent effectivement leurs profits.
- Ces pratiques encouragent une compétition entre pays pour offrir les taux d'imposition les plus faibles afin d'attirer les entreprises, ce qui affaiblit la capacité des gouvernements à financer leurs politiques publiques.
- Ces pratiques fiscales peuvent aggraver les écarts entre les riches et les pauvres, car elles réduisent les recettes fiscales que les gouvernements

pourraient utiliser pour financer des programmes sociaux. Les petites entreprises locales, qui ne peuvent pas se permettre de recourir à ces stratégies, sont souvent désavantagées par rapport aux grandes entreprises qui profitent des pays à faible fiscalité.

Cependant, certains acteurs considèrent ces pratiques comme avantageuses :

- Elles permettent aux grandes entreprises opérant dans plusieurs pays d'utiliser les failles du système fiscal pour réduire le montant des impôts à payer et ainsi d'augmenter leur compétitivité et leurs marges bénéficiaires.
- Certains pays utilisent ces stratégies fiscales pour attirer des investissements étrangers, ce qui stimule l'économie locale, crée des emplois et améliore les infrastructures. Cela renforce aussi la compétitivité du pays à l'international.
- Réduire les impôts pour les entreprises peut stimuler l'innovation et la croissance économique en leur permettant de disposer de plus d'argent pour investir dans de nouveaux projets et technologies. Cela favorise ainsi la création d'emplois et l'amélioration de la compétitivité.
- Certains défendent l'idée que chaque État devrait avoir la liberté de définir ses propres politiques fiscales, sans ingérence extérieure. Cela repose sur le principe de souveraineté nationale, selon lequel chaque pays doit pouvoir décider de ses règles fiscales en fonction de ses priorités économiques et sociales, sans être soumis à des normes ou contraintes imposées par d'autres nations ou institutions internationales.

Etude de cas:

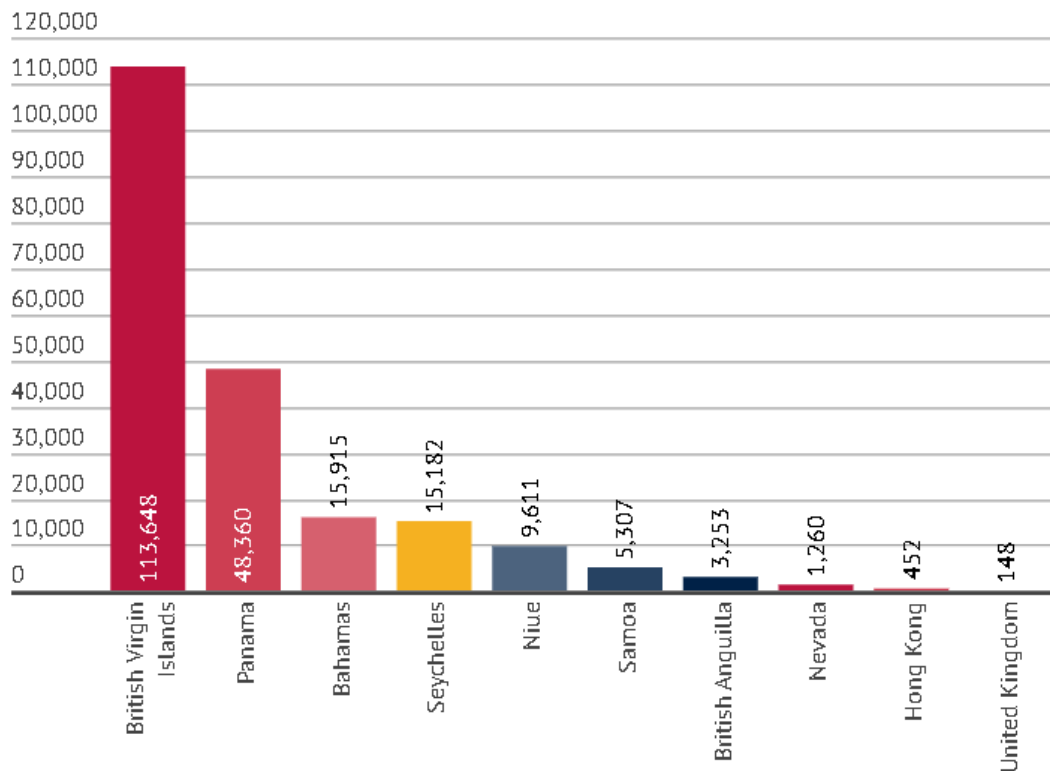
Depuis les années 1970, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et d'autres institutions internationales débattent sur la régulation de ces pratiques. Certains acteurs influents ont pris position dans ce débat.

Le scandale des "Panama Papers" en 2016 a révélé l'échelle de l'utilisation des pays ou territoires avec des impôts très faibles ou inexistants par des entreprises et des particuliers fortunés. Cet événement a mis en lumière que certaines multinationales évitent de payer des impôts, ce qui prive les États de ressources cruciales. Ce scandale

a conduit à un renforcement des appels pour une plus grande transparence financière et une coopération internationale renforcée. De nombreux gouvernements et organisations internationales ont pris des mesures pour intensifier la surveillance des flux financiers mondiaux et limiter les abus fiscaux, tout en soulignant l'importance de réformes pour garantir une fiscalité plus équitable à l'échelle mondiale.

The 10 most popular tax havens in the Panama Papers

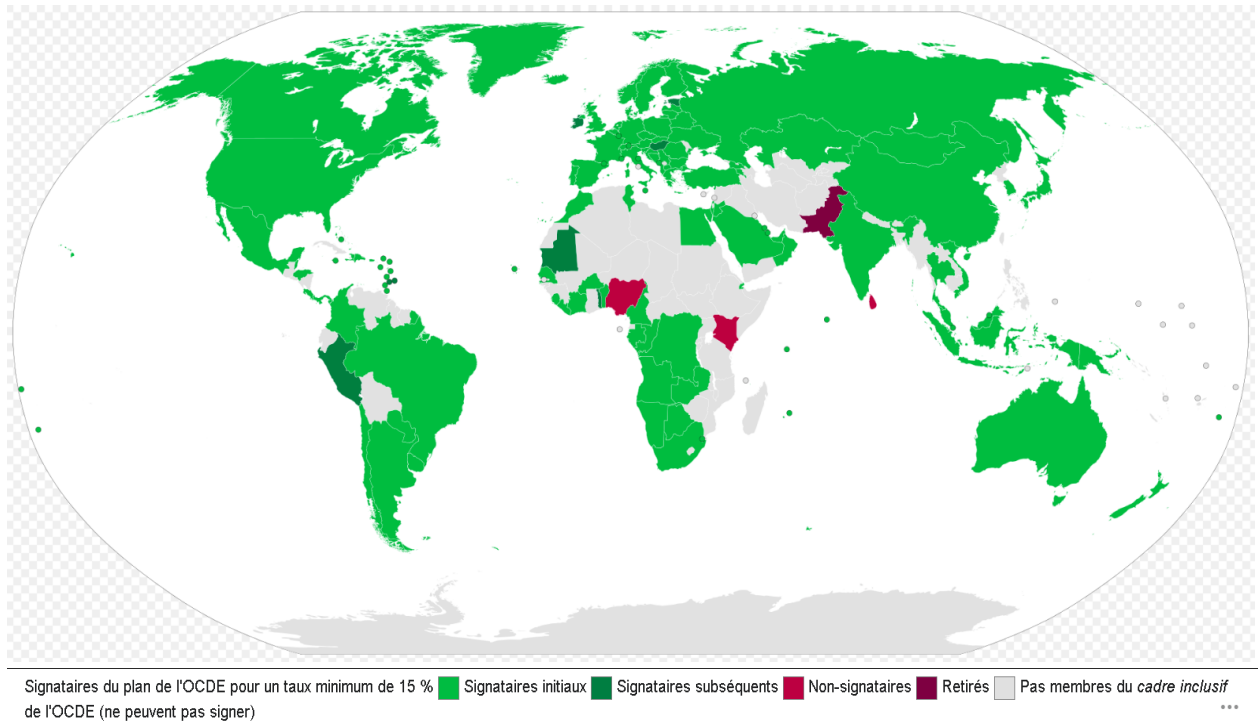
Of the companies that appear in Mossack Fonseca's files, one out of every two – more than 113,000 – were incorporated in the British Virgin Islands. The second favorite jurisdiction was Panama, where the firm is headquartered.



05.04.2016 by Infogram

En réponse aux pressions internationales, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a lancé en 2013 le projet visant à limiter la réduction des bases fiscales et les transferts abusifs de bénéfices pour lutter contre ces pratiques. Cette initiative a mené à des réformes fiscales mondiales et a poussé certains pays à adopter des politiques plus strictes en matière de transparence et de coopération fiscale.

Les gouvernements des pays développés, notamment ceux du G7 et du G20, ont également pris position sur cette question. En 2021, ils ont soutenu un impôt minimum mondial de 15 % sur les bénéfices des grandes entreprises opérant dans plusieurs pays afin de limiter ces pratiques. Cette initiative, bien que saluée par de nombreux économistes, est critiquée par certains pays offrant une fiscalité avantageuse.



Certaines grandes entreprises opérant dans plusieurs pays, comme Apple, Google et Amazon, ont été vivement critiquées pour leur recours aux pays ou territoires avec des impôts très faibles ou inexistants. Par exemple, Amazon a réalisé 44 milliards d'euros de chiffre d'affaires en Europe en 2020 sans payer d'impôts. Ces pratiques, bien que légales, soulèvent des questions éthiques et économiques.

L'impact d'une régulation fiscale renforcée :

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) estime qu'un impôt minimum mondial de 15 % pourrait générer environ 150 milliards de dollars de recettes fiscales annuelles.

Une surveillance plus stricte des flux financiers pourrait permettre de récupérer une part importante des impôts échappés chaque année, estimée à plusieurs centaines de milliards de dollars. Cela permettrait de renforcer les finances publiques et de financer des services essentiels, comme l'éducation et la santé.

Les réformes fiscales mondiales proposées, y compris l'instauration d'une taxation minimale, visent à limiter les stratégies d'évasion fiscales utilisées par certaines entreprises. Ces mesures permettent aux gouvernements de mieux contrôler les transferts financiers entre pays et de réduire les pertes fiscales dues à des pratiques fiscales agressives.

Pays et organisations concernés:

Royaume-Uni : Le Royaume-Uni, avec **Londres** comme principal centre financier, entretient des liens forts avec des territoires offshore tels que les **îles Caïmans** et **Jersey**, connus pour leurs régimes fiscaux avantageux. Bien qu'il soutienne des efforts internationaux pour lutter contre l'évasion fiscale, il est hésitant à adopter des réformes qui pourraient affecter sa compétitivité économique. La City de Londres attire de nombreuses multinationales en raison de ses avantages fiscaux et réglementaires, ce qui permet au pays de conserver sa position de leader dans le secteur financier mondial.

États-Unis : Les États-Unis, tout en ayant soutenu des initiatives internationales comme l'impôt minimum mondial de 15 % sur les multinationales, ont récemment changé de position. En janvier 2025, le président Donald Trump a signé un décret exécutif pour retirer le pays de cet accord, estimant que l'impôt mondial n'avait "aucune force ni effet" sur le territoire américain. Cette décision permet aux multinationales américaines, telles que Microsoft et Apple, de continuer à bénéficier d'avantages fiscaux, notamment dans des États comme le Delaware, où les régimes fiscaux attirent les entreprises et leur permettent d'échapper en grande partie à l'imposition fédérale. Ce retrait soulève des questions sur la cohérence de la politique fiscale des États-Unis, notamment en ce qui concerne la régulation fiscale internationale et l'intérêt du pays à maintenir des régimes fiscaux avantageux, même si cela crée des inégalités fiscales au niveau mondial.

France : La France a introduit la taxe GAFA en 2019 pour obliger les grandes entreprises numériques à payer une part équitable d'impôts, même sans présence physique dans le pays. Elle soutient également l'impôt minimum mondial pour éviter l'évasion fiscale par les multinationales et promeut la transparence fiscale. Cette dernière mesure oblige les entreprises à déclarer leurs paiements d'impôts pays par

pays. Bien que ces initiatives visent à renforcer la justice fiscale, elles ont créé des tensions, notamment avec les États-Unis, où de nombreuses entreprises concernées sont basées.

Suisse : La Suisse a longtemps été un bastion de la confidentialité bancaire et un centre de transit pour les flux financiers mondiaux grâce à ses lois favorables aux entreprises. Le pays offre des taux d'imposition attractifs pour les entreprises multinationales. Malgré une réputation de paradis fiscal, la Suisse a commencé à collaborer davantage avec l'UE et l'OCDE, adoptant des politiques plus transparentes pour se conformer aux exigences internationales contre l'évasion fiscale. Cependant, elle continue de bénéficier de son système bancaire secret et de son environnement fiscal privilégié, attirant ainsi des entreprises et des capitaux étrangers.

Amazon : a généré 44 milliards d'euros de chiffre d'affaires en Europe en 2020, mais a payé peu ou pas d'impôts grâce à sa filiale basée au Luxembourg, où la fiscalité est favorable. Cette stratégie d'optimisation fiscale permet à Amazon de réduire considérablement son imposition en Europe, tout en réalisant des profits substantiels. Bien que légale, cette pratique suscite des critiques, car elle prive les États européens de recettes fiscales essentielles. Ces méthodes mettent en lumière les failles du système fiscal international et les inégalités qu'elles génèrent.

Inde : un pays en développement avec une économie en forte croissance. Elle lutte activement contre l'évasion fiscale, notamment en renforçant le contrôle des prix de transfert entre multinationales. L'Inde est favorable aux initiatives internationales comme celles de l'OCDE pour plus de transparence fiscale. Cependant, la complexité de son système fiscal et la taille importante de son économie rendent difficile la mise en œuvre complète de ces réformes. L'ONU soutient ces efforts en aidant l'Inde à renforcer ses capacités fiscales et à lutter contre la fraude.

Argentine : L'Argentine fait face à des problèmes économiques importants, accentués par une forte évasion fiscale. Le pays a adopté des lois pour taxer davantage les grandes entreprises et améliorer la collecte d'impôts. Malgré ces mesures, la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux reste un défi. L'ONU travaille avec l'Argentine pour promouvoir des politiques fiscales plus équitables et renforcer la coopération régionale contre l'évasion fiscale.

Venezuela : Le Venezuela connaît une crise économique sévère, aggravée par une instabilité politique. La faible efficacité des administrations fiscales et la corruption compliquent la lutte contre l'évasion fiscale. Le pays est peu intégré dans les

mécanismes internationaux de transparence fiscale. L'ONU encourage le Venezuela à renforcer ses institutions fiscales et à participer aux initiatives internationales pour limiter l'évasion.

Philippines : Les Philippines sont un pays émergent où les multinationales jouent un rôle important dans l'économie. Le gouvernement a mis en place des réformes fiscales pour réduire les failles permettant le transfert de bénéfices vers des paradis fiscaux. L'ONU soutient ces réformes en fournissant une assistance technique et en favorisant la coopération régionale pour mieux contrôler les prix de transfert.

Nigeria : Le Nigeria, grande économie africaine, est confronté à une importante perte de recettes fiscales due à l'évasion et à la corruption. Le secteur pétrolier, clé dans l'économie, est particulièrement concerné par les pratiques de transfert de bénéfices. L'ONU travaille avec le Nigeria pour renforcer la transparence, améliorer la gouvernance fiscale et lutter contre la corruption.

Kenya : Le Kenya cherche à attirer les investissements étrangers tout en améliorant ses ressources fiscales. Le pays commence à appliquer les normes internationales sur les prix de transfert pour limiter l'évasion fiscale. L'ONU apporte son soutien à travers des programmes de formation pour les autorités fiscales et encourage la coopération avec d'autres pays africains.

Allemagne : L'Allemagne est une puissance économique européenne avec une fiscalité stricte mais attractive. Elle soutient activement les efforts internationaux contre l'évasion fiscale, notamment via l'OCDE et l'Union européenne. L'ONU reconnaît le rôle de l'Allemagne dans la promotion de la transparence et la coopération fiscale mondiale.

Japon : Le Japon est un pays développé qui applique des règles fiscales strictes, mais certaines multinationales japonaises sont impliquées dans des stratégies de transfert de bénéfices. Le gouvernement japonais collabore avec l'OCDE et l'ONU pour renforcer les mesures contre l'évasion fiscale et améliorer la transparence des flux financiers.

Chine : La Chine, puissance économique mondiale, a mis en place des règles fiscales pour contrôler les multinationales et éviter les transferts abusifs de bénéfices. Elle participe activement aux initiatives internationales, mais la taille de son économie et la complexité de ses structures rendent la lutte difficile. L'ONU soutient la Chine dans ses efforts pour renforcer la coopération internationale.

Norvège : La Norvège, pays riche, applique une fiscalité stricte et transparente. Elle est un exemple de bonne gouvernance fiscale et soutient les initiatives internationales

contre l'évasion fiscale. L'ONU collabore avec la Norvège pour promouvoir ces normes dans les pays en développement.

Suède : La Suède est reconnue pour son système fiscal efficace et transparent. Elle encourage la coopération internationale et soutient les programmes de l'ONU pour lutter contre l'évasion fiscale dans les pays moins développés.

Liban : Le Liban est un petit pays avec des difficultés économiques et politiques qui compliquent la collecte des impôts. Le secret bancaire et la faiblesse des institutions favorisent les flux financiers opaques. L'ONU aide le Liban à renforcer ses capacités fiscales et à améliorer la transparence.

Syrie : La Syrie, en situation de conflit prolongé, a un système fiscal très affaibli. L'évasion fiscale est massive et les institutions sont peu fonctionnelles. L'ONU, via ses agences, tente d'apporter un appui limité pour restaurer la gouvernance fiscale.

Pakistan : Le Pakistan fait face à des défis fiscaux importants avec un taux d'évasion élevé. Le pays travaille avec l'ONU et l'OCDE pour mettre en place des mesures efficaces, notamment sur les prix de transfert et la transparence fiscale.

Russie : La Russie, grande économie, utilise des stratégies fiscales complexes. Bien qu'elle ait adopté certaines mesures pour lutter contre l'évasion fiscale, elle reste critiquée pour sa faible coopération dans les dossiers liés aux paradis fiscaux. L'ONU encourage la Russie à renforcer sa transparence fiscale.

Îles Caïmans : Les Îles Caïmans sont un paradis fiscal reconnu mondialement, avec une fiscalité quasi nulle et un secret bancaire très strict. Ce territoire attire de nombreuses multinationales qui y transfèrent artificiellement leurs bénéfices. L'ONU et l'OCDE considèrent les Îles Caïmans comme un défi majeur dans la lutte contre l'évasion fiscale et cherchent à imposer plus de transparence.

Ainsi, le rôle des paradis fiscaux dans l'évasion fiscale des entreprises reste un débat majeur, opposant souveraineté économique et équité fiscale mondiale.

Développements récents:

Ces dernières années, la lutte contre l'évasion fiscale liée aux paradis fiscaux s'est intensifiée, avec une mobilisation accrue des États à l'échelle mondiale.

Les pays ont renforcé leur coopération en partageant davantage d'informations fiscales, ce qui facilite la détection des flux financiers douteux. Cette collaboration pousse aussi certaines juridictions à améliorer leurs pratiques pour éviter d'être exclues des échanges internationaux.

Par ailleurs, plusieurs États ont durci leurs contrôles et instauré des sanctions plus strictes contre les entreprises recourant à des montages fiscaux abusifs, rendant ainsi ces pratiques plus difficiles à dissimuler.

Enfin, les discussions internationales s'élargissent pour établir des règles communes sur la fiscalité des grandes entreprises, notamment face aux défis posés par la numérisation de l'économie et la complexité croissante des opérations transnationales.

Ces évolutions récentes témoignent de la volonté collective des acteurs internationaux de renforcer la transparence et la régulation afin de mieux lutter contre l'évasion fiscale, en s'appuyant sur les avancées déjà réalisées.

Implication des Nations Unies (ONU):

Les Nations Unies reconnaissent depuis longtemps l'importance de la fiscalité internationale dans la promotion de la justice économique et du développement durable. Concernant les paradis fiscaux, l'ONU a souligné à plusieurs reprises leur impact négatif sur la mobilisation des ressources fiscales des pays, notamment des pays en développement.

La résolution A/RES/73/191 adoptée en 2018 par l'Assemblée générale des Nations Unies encourage une coopération internationale renforcée pour lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale. Cette résolution insiste sur la nécessité de transparence fiscale, de l'échange automatique d'informations entre États, et de mesures pour limiter l'utilisation abusive des structures offshore.

Le Comité de politique fiscale de l'ONU travaille en collaboration avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités fiscales et à contrer les stratégies d'évasion utilisant les paradis fiscaux. La CNUCED publie régulièrement des rapports montrant que les pertes fiscales dues aux pratiques de transfert de bénéfices via les paradis fiscaux se chiffrent en centaines de milliards de dollars chaque année, minant la capacité des États à financer leurs services publics.

Par ailleurs, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) s'intéresse aussi à la dimension criminelle liée aux paradis fiscaux, notamment les flux financiers illicites, le blanchiment d'argent et la corruption facilitée par ces territoires.

Solutions déjà mises en place:

Depuis les années 2000, plusieurs initiatives internationales ont visé à limiter l'impact des paradis fiscaux sur l'évasion fiscale.

Le Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, créé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2000, a mis en place des standards internationaux pour améliorer l'échange d'informations entre juridictions. Cette initiative a conduit à la liste grise et noire des paradis fiscaux, poussant plusieurs juridictions à renforcer leur législation.

Le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) lancé par l'OCDE en 2013, auquel participent les Nations Unies dans une moindre mesure, vise à combattre les stratégies des multinationales qui exploitent les failles fiscales, notamment via des sociétés écrans dans les paradis fiscaux. Parmi les mesures phares figurent la documentation des prix de transfert, les règles anti-abus, et la transparence accrue des structures bénéficiaires effectives.

En parallèle, des pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont adopté des législations nationales pour lutter contre les montages fiscaux abusifs liés aux paradis fiscaux, et imposent désormais des sanctions et des obligations de déclaration plus strictes.

Solutions possibles:

Pour renforcer la lutte contre l'évasion fiscale facilitée par les paradis fiscaux, plusieurs pistes pourraient être envisagées au niveau international :

Une première proposition serait la création d'un registre mondial public des bénéficiaires effectifs, sous l'égide des Nations Unies, permettant d'identifier les véritables propriétaires des sociétés offshore, ce qui limiterait l'opacité des structures utilisées pour l'évasion fiscale.

Une deuxième piste consisterait à renforcer la coopération multilatérale pour la mise en œuvre de standards fiscaux minimums, notamment en intégrant plus fermement les pays en développement dans les négociations sur les règles fiscales internationales.

Par ailleurs, un cadre juridique international plus strict pourrait être établi pour sanctionner les juridictions qui facilitent activement l'évasion fiscale, combinant pression diplomatique et mesures économiques.

Enfin, l'intégration de clauses environnementales et sociales dans les règles fiscales internationales pourrait lier l'allègement fiscal à des engagements en matière de développement durable, encourageant ainsi une fiscalité plus responsable.

Imposition d'une taxe sur les bénéfices des multinationales dans les paradis fiscaux :

L'idée d'une taxe spécifique sur les bénéfices réalisés par les multinationales dans les paradis fiscaux est de plus en plus débattue au sein des forums internationaux. Cette taxe viserait à récupérer une part équitable des bénéfices réalisés par les entreprises dans les juridictions où elles pratiquent une évasion fiscale via des mécanismes de transfert de profits.

Proposée dans le cadre du projet BEPS (fait référence aux stratégies de planification fiscale utilisées par les entreprises multinationales qui exploitent les lacunes et les disparités des règles fiscales pour éviter de payer l'impôt), cette taxe est en partie reflétée par l'accord historique de 2021 sur un taux d'imposition minimum mondial de 15 % sur les bénéfices des grandes entreprises, auquel plus de 130 pays ont adhéré. Cette réforme cherche à réduire les incitations à transférer artificiellement les profits vers des paradis fiscaux.

Certaines multinationales, notamment dans les secteurs technologiques et pharmaceutiques, avaient jusqu'à présent une faible imposition grâce à ces montages.

Avec cette taxe, l'objectif est de rétablir une justice fiscale et d'augmenter les recettes publiques mondiales.

Des pays comme la France ont déjà mis en place des taxes nationales ciblant les grandes entreprises du numérique, qui profitaient historiquement de structures offshore, illustrant une tendance à plus de régulation.

Cependant, l'application efficace d'une telle taxe nécessite une coordination internationale forte pour éviter les doubles impositions ou les délocalisations fiscales vers des pays non coopératifs. Les paradis fiscaux risquent de réagir par des mesures de rétorsion ou un renforcement de leurs secrets bancaires.

Malgré ces défis, la taxe sur les bénéfices dans les paradis fiscaux reste une des mesures clés pour réformer la fiscalité internationale, renforcer la transparence, et financer les services publics essentiels, notamment dans les pays en développement.

Bibliographie:

- **Amazon – Chiffre d'affaires européen sans impôt (2020)** (source : *The Guardian*)
<https://www.theguardian.com/technology/2021/may/04/amazon-pays-no-corporation-tax-europe-44bn-sales>
- **Apple, Google et l'optimisation fiscale**
<https://www.bbc.com/news/business-40729513> (Apple)
<https://www.reuters.com/business/google-fined-50-mln-euros-by-france-over-data-privacy-2019-01-21/> (Google)
- **Tax Justice Network – Évasion fiscale mondiale (rapport annuel)**
<https://taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2023/>
- **Oxfam – Répartition inéquitable de la fiscalité mondiale**
<https://www.oxfam.org/fr/rapports/impots-et-inegalites>
- **OCDE – Course au moins-disant fiscal et concurrence fiscale nuisible**
<https://www.oecd.org/fr/fiscalite/concurrence/>
- **FMI – Évasion fiscale et inégalités mondiales**
<https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2019/10/10/blog101019-how-to-address-tax-avoidance>
- **Organisation des Nations Unies (ONU)**Assemblée générale, Résolution A/RES/73/191, « Coopération internationale renforcée en matière de lutte contre l'évasion fiscale », 2018.

<https://undocs.org/en/A/RES/73/191>

- **Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)**
Rapport 2023 sur la fiscalité internationale et les paradis fiscaux, CNUCED.
<https://unctad.org/topic/taxation>
- **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**
Projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), documentation officielle et rapports.
<https://www.oecd.org/tax/beps/>
- **Global Financial Integrity (GFI)**
Rapport annuel sur les flux financiers illicites et l'évasion fiscale.
<https://gfintegrity.org/report/>
- **Tax Justice Network**
Publications sur les paradis fiscaux et les bénéficiaires effectifs.
<https://taxjustice.net/>
- **Transparency International**
Rapports sur la corruption, les flux financiers illicites et les paradis fiscaux.
<https://www.transparency.org/en/>
- **OCDE – Accord sur la taxation minimale mondiale**
Résumé et analyse de l'accord mondial sur la taxation des multinationales, 2021.
<https://www.oecd.org/tax/beps/global-minimum-tax.htm>
- **Étude de cas : « Le scandale des Panama Papers »**
Investigations et analyses sur la fuite massive de documents révélant les pratiques des paradis fiscaux.
<https://www.icij.org/investigations/panama-papers/>